Le Huchoèr

N°17 JOURNAL ANARCHO-INDÉPENDANTISTE BRETON 1,5

"La précarité, c'est inhérent à la vie"

PEGEIT E PADO C'HOAZH AR GOAPEREZH ?

SUMMAIRE

- Benoît XVI et les traditionnalistes
- Politique sécuritaire et insécurité sociale
- De l'utilité des urnes en démocratie
- Graffs à Brest
- Koltañ, pinvidigezh ha gwaleur ar C'hongo
- Negres Tempestes : nouveau collectif anarcho-indépendantiste catalan
- Chronique carcérale
- Livres, disques

Et toujours tout pleins de trucs et de gens qui nous énervent...

GWENGOLO / SEPTEMBRE 2005

Plateforme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)

De part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, le Breton/nes constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État… Nous voulons être acteurs et actrices de notre histoire.
La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries…)
- Socialement (ANPE, P.A.R.E…)
- Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales…)
- Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation…)

ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation…).

Nous sommes internationalistes

En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttes (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant en entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux.

En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse… Nous sommes pour une société plurilingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

Libertaires

Nous nous inscrivons en continuité du mouvement d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération

collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre.

L'État, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va forcément à l'encontre des peuples et des individus.

Prendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets…) décider à notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie…, ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusive. Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes…). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires. Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individue/es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la réappropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

L'uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploiteurs. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.

Coordination **B**retagne **I**ndépendante **et** **L**ibertaire

http://www.cbil.lautre.net

L'utilité des urnes dans le système anti-démocratique étatique ou l'autoritarisme travesti en dame Démocratie

Setu ur pennad-skrid daet em sonj en ur selloud doh un abadenn-skinwell àr France 5. Divizet oé bet asen àr kreskein mennozieù ag an dehou-pellan hag ag ar c'hleiz-pellañ. Kement a sotonieù oé bet laret gete am lake da skriùein ar pennad-sen.

Bien qu'anarchiste je suis pleinement convaincu de l'intérêt qu'il y a à observer attentivement le jeu politique et électoral, et de même qu'en tant que séparatiste, lorsqu'il s'agit de celui de l'État français. Car nous avons beau refuser ce pseudo "système démocratique" qui substitue à la prise de décision directe par le peuple le fait de glisser une fois l'an un bulletin dans une urne, pour choisir parmi les candidats des grands partis les futurs princes de gauches comme de droite, qui en élites bien établies savent évidemment mieux que nous ce qui est bon vu de leur bureau parisien, il s'impose à nous au travers de ses lois, ses flics chargés de faire autoritairement appliquer ces lois, et ses tribunaux chargés d'embastiller ceux qui auraient le malheur de refuser de se conformer au moule. Et à bien des égards, ce jeu politicien et les affrontements grand guignolesques, mais tragiques lorsqu'ils portent au pouvoir des gens autoritaristes, sont particulièrement intéressants pour autopsier les dérives politiques de cette société qui cumule les paradoxes. Société de "liberté", elle commence par nous être imposée dès la naissance, société d' "égalité" elle laisse crever dans la rue des SDF, société de "fraternité" qui révise l'histoire et efface les grands crimes coloniaux français les remplaçant par des « bienfaits positifs » (pléonasme entendu à la télévision) de la colonisation.

La plus belle réussite de leur système est sans doute d'avoir fait admettre par la grande majorité de la population que leur vote individuel allait d'une manière ou d'une autre changer les choses au profit du peuple. Que les élections étaient l'exercice quasi exclusif de la démocratie et que tous les autres moyens de lutte, même populaires - manifestations, blocages d'usine

(pour un patron combien d'ouvriers devant les grilles à faire le piquet ?), voire insurrections (la démocratie étant pourtant et paradoxalement le pouvoir du peuple, y comprit lorsque celui-ci agit contre les États et les gouvernants) étaient extrémistes. Au point qu'il est plus extrémiste désormais pour la classe bien-pensante de lutter avec les poings, dans la rue contre l'extrême droite xénophobe (par opposition à l'extrême droite autoritariste et policière au pouvoir avec la droite libérale) que d'expulser des territoires sous domination française des étrangers (sport très à la mode dans les préfectures et ce, déjà, bien avant l'arrivée de la droite au pouvoir) ou que de vouloir remettre en cause le droit du sol pour mieux "endiguer les flots massifs d'immigrés qui entrent par les DOM-TOM" (proposition du ministre Baroin). Bref quand l'extrémisme du pouvoir passe pour démocrate, ce sont les idées de justice sociale, de tolérance, de droit à la révolte et à l'insoumission qui sont pointées du doigt. Les bavures policières deviennent des dommages collatéraux tolérables de la lutte contre l'insécurité, mais frapper un flic devient, au-delà du délit, un scandale, une honte, un "affront à l'autorité républicaine et démocratique".

Les élections présidentielles approchent et s'agite déjà l'épouvantail des extrêmes (Ripostes, sur France 5 et TV5 Europe, a déjà consacré une émission sur ce thème cette été). Loin de moi une quelconque sympathie pour la LCR, LO, et même le PCF que certains revoient stalinien, et encore plus loin, à des années lumières, de la moindre once de compassion pour le FN, les Villiéristes et autres Chevènementistes, mais force est de constater que, d'un point de vue strictement électoral, leur écartement et leur rejet (parfois pourtant accompagné de la reprise de leurs idées) par les partis fossiles UMP et PS révèlent le désir profond d'une bipolarisation du pouvoir (système à l'anglaise, travaillistes conservateurs, à l'américaine, démocrates républicains et avant allemand : SPD-CDU (1)) , d'un partage consenti des rênes de l'État, le fa-

1 Les dernières élections ont mis à mal cet équilibre des mammouths avec les libéraux (près de 10%), la nouvelle gauche communistes (8%), les verts (8%, déjà fortement présents à d'autres scrutins ils font à l'image de l'UDF figure d'éternels challengers dans la course au pouvoir).

Le Huchoèr (le porte-voix en gallo) est le journal trimestriel de la Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)

ISSN : 1770-3506
Contact : huchoer@no-log.org
Le Huchoèr c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp cedex

meux vote utile institutionnalisé par le rejet de la part des deux partis gouvernementaux de tout ce qui ne colle pas avec le système.

Prenons exceptionnellement le parti d'accepter le jeu électoral. Que montre alors ces tentatives de bipolarisation du pouvoir ? Ce que certains justifient par la nécessité de stabiliser le pouvoir et d'obtenir une situation gouvernable, entre autre par le refus de la proportionnelle dans les élections législatives n'est rien d'autre que le moyen trouvé par les plus forts d'écarter des adversaires de la course qui aboutit de fait au refus de la prise en compte de toutes voix non attribuées à l'UMP et au PS. L'autre argument brandi par les pourfendeurs de la proportionnelle était le risque de percée du FN pour les uns, de la LCR pour les autres, la lutte contre l'extrême droite ou de l'extrême gauche par l'expulsion de facto du jeu "démocratique" d'une partie certes minoritaire mais non négligeable de la population. L'antifascisme "démocratique" passe par l'exclusion d'une partie du peuple (Demo-cratie ?). Nous avons pu constater avec effroi la vraie conséquence du 21 avril 2002 (non pas la montée du FN, constante historique que les pseudo démocrates ont découvert (ou fait semblant) au lendemain du premier tour) mais l'imprégnation dans l'esprit des électeurs de cette notion pourtant farouchement anti-démocratique de "vote utile" : choix entre le PS ou l'UMP (dont on connaît les résultats) et donc l'acceptation de voter non pas en fonction de ses idées propres et du programme que l'on souhaiterait voir appliqué (ce n'est donc pas à cela que servent les élections ?) mais sur le seul choix PS/UMP.

Ensuite, le principe même du scrutin à deux tours est hautement pernicieux et anti-démocratique car il revient à dire au premier tour : « vous votez pour qui vous voulez, nous vous dirons pour qui vous avez le droit de voter au deuxième tour ». Ainsi, un Chirac qui n'obtient même pas 20% au premier tour où toutes les idées (3) peuvent être représentées et où les gens votent (en principe) sur un programme et en fonction de leurs idées se retrouve avec un magistral 80% (score que pourrait envier bien des dirigeants de républiques bananières). La tenue d'élections à un seul tour inciterait peut-être certains à plus d'humilité et de modestie dans l'application de leurs politiques, leur rappelant que leur programme n'est pas celui choisi par une majorité (comme c'est souvent le cas dans un deuxième tour sauf exception des seconds tours à trois candidats (4)) mais bien par une faible minorité ! Cela redonnerait aussi peut-être un peu plus de pouvoir au peuple si on lui rendait conscience que les gouvernants en place n'ont de fait aucune véritable légitimité à décider à leur place et qu'un Sarkozy ou un Chirac ne servent pas les intérêts d'un peuple mais bien leurs intérêts et ceux de leurs quelques fans, que les lois autoritairement imposés à tous sont le fait d'un groupe d'apparatchiks mis au pouvoir non par le peuple mais par une frange du peuple, que les intérêt des gouvernants ne reflètent pas l'intérêt général mais bien celui d'intérêts particuliers que l'analyse sociale et économique, qui pour le cas présent, montre clairement comme étant les intérêts de la partie aisée, capitaliste et sécuritariste de la population : la bourgeoisie, le patronat, les cadres (5), et ce au détriment des classes défavorisées (euphémisme pour désigner ceux que l'exploitation, le chômage, la "conjoncture économique" ont conduit dans la misère, les ghettos et les prisons de leur république). En effet, peut-être que de garder en vue le score réel et véritable des "élus du peuple" et le mettre en parallèle avec les actions catastrophiques qu'ils ont mises en œuvre, conduirait à un peu plus de révolte, de désobéissance civile et in fine de démocratie. Bref, la parole redonnée enfin au peuple et non à quelques seigneurs professionnels !

Dans les médias, on nous rassure, la leçon du 21 avril 2002 à été comprise : pour la gauche c'est le virage à gauche (pour récupérer les voix de l'extrême gauche), pour la droite c'est le sarkozysme ou comment ratisser sur les terre du FN tout en jonglant habilement avec les minorités un peu trop remuantes(6). Les réformes passées au forceps se poursuivent sans écouter les (hélas trop faibles et souvent trop corporatistes) rugissement de la rue. Les 20% de Chirac (devenus 80% par la magie "démocratique") sont la carte blanche pour la destruction des quelques acquis sociaux des travailleurs et pour les petits cadeaux au patronat (CNE, RMA-CI, aides diverses, allègements de charges, non prise en compte des 18-25 ans dans le décompte du nombre de salariés pour obtenir le droit aux représentations syndicales dans les petites entreprises...). Loin d'être dénoncées en bloc les idées du FN (flics à tous les étages, expulsion des sans-papiers, patriotisation de la société

2 Législatives 2002 où les "petits" partis -LCR, LO, FN... - ont tous perdus un nombre considérables de voix par rapport au premier tour des présidentielles de la même année.

3 Déjà faussé par la cooptation des candidats par d'autres élus déjà en place : principes des 500 signatures de maires, de conseillers municipaux, généraux ou régionaux, députés que tous les candidats doivent réunir pour pouvoir participer aux élections présidentielles

4 Phénomène aggravé par la non prise en compte des bulletins blancs, nuls et de l'abstention dans les résultats.

5 Le projet de loi sur la fiscalité et la refonte de l'ISF le démontre clairement

6 Alors que l'on a jamais autant expulsé (malgré les "efforts" de la gauche en la matière), on crée le conseil du culte musulman ; alors que les bavures à l'encontre des jeunes de banlieues n'ont jamais été aussi nombreuses et surtout couvertes par les tribunaux on invente la discrimination positive...

(7), révisionnisme historique) sont désormais mijotés "sauce démocrate". Oh, qu'elle fût belle et bien comprise la leçon du 21 avril !!!

Et à dénoncer les travers de leur pseudo démocratie on devient face à la vindicte "populaire" (politico médiatique en réalité) des extrémistes, des anti-républicains. Mais bon, ça c'est un compliment. Et les bien-pensants de se référer alors aux "glorieux acquis de la révolution de 1789"(8) en oubliant que c'est à cette époque qu'a été inventé le mot "terroriste"(9) et qu'alors il désignait... le pouvoir républicain en place et que nous séparent de cette époque 2 empires, une restauration monarchique, un État français fasciste et au nom de la civilisation française les millions de cadavres des massacres coloniaux !

Ainsi, on voit bien que ces élections loin d'être garantes de l'existence d'un système démocratique n'est qu'un paratonnerre visant à détourner l'attention du peuple de ses droits véritables et à les canaliser par les urnes, loin de toute révolte qui, au profit du peuple, risquerait de déstabiliser le pouvoir. Or l'arrivée d'un véritable changement dans ce système ne pourra pas se faire sans cette prise de conscience que les urnes ne remplaceront jamais la rue (et dans un contexte libertaire les assemblées générales, les collectifs, les groupements affinitaires) et que les élus ne seront jamais le peuple. Espoir d'un futur possible ou utopie inaccessible, c'est bien à nous tous de choisir si nous voulons devenir acteurs de nos vies ou rester de simples pions !

OLC

7 L'apprentissage de la Marseillaise est "enfin" devenue obligatoire pour cette rentrée scolaire.
8 Qui loin de garantir le droit à un partage équitable des ressources entre tous, a consacré la propriété privée individuelle (déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789), la "libre" entreprise, et l'esclavagisme patronal (loi le Chapelier 1791).
9 En référence au régime de la Terreur et au guillotinage politique à tout va, les dirigeants en place s'entretuant allègrement les uns les autres de 1790 à 1793.

LA CBIL SU LA TEIL :

www.cbil.lautre.net

Confessions d'un cercleux

En 1996, lycéen boutonneux, j'intégrais un cercle celtique en qualité de danseur débutant. On m'a collé un costume sur le dos. En fait je n'en savais pas plus sur la matière bretonne que n'importe quel visiteur régulier de la Bretagne (et ce que je savais, ça n'était certainement pas l'Education Nationale qui me l'avait enseigné). Les notions abstraites de folklore et de traditionalisme n'avaient aucun écho.

« Quoi ! ? Vous avez dit gavotte ? ….Emsav ? … bretonnant/ gallèsant ? ! »

J'étais simplement là, comme n'importe quel jeune qui s'intéresse à un loisir, une bête discipline sportive. Ce n'était certainement pas pour moi une question d'expression de ma « profonde et se[illegible] té », car à cela je n'y [illegible] d'ailleurs ceux qui [illegible] « Bretons » ne pou[illegible] souffrir d'une maladi[illegible] line ou d'un ma[illegible] d'information patent. Seulement j'ai ai[illegible] danser, apprendre c[illegible] danses que l'on peu[illegible] mettre un peu à sa [illegible] sauce dans les petites salles embuées, sur un plancher improvisé, sous une nuit étoilée…et la musique, les arrangements parfois tonitruants des formations explosives, le[illegible] sonneurs qui tiennent [illegible] cadence. Bref, tu c[illegible] prends parfois mêm[illegible] que le mot « transe [illegible] fie.

Et puis vient le jou[illegible] chemin tu découvre[illegible] vrage sur les gens qui « comme toi » dansaient il y a quelque temps…. Et là scandale ! Tu t'aperçois qu'ils ne faisaient pas que ça, eux, et tu apprends ton premier mot d'argot : militantisme.

Évidemment on s'aperçoit vite que ce militantisme est comme souvent un bordel insondable ; mais comme tout gosse des années 80 qui commence à s'apercevoir qu'il a un cerveau à la fin des années 90, ça troue l'cul.

Là, il faut bien avouer que les choses se compliquent. Je commençais à bien m'épanouir socialement dans cette cellule ; mais il me fallu en reconnaître les limites : on crée un « enchaînement » de danses d'un terroir, d'un pays, ou même de zones géographiques diamétralement opposées au nom d'un thème qui les rapprochent, pour faire « revivre » des traditions devant un public hagard. Ainsi des danseurs endimanchés dans leurs costumes doivent sourire et « vendre » leur culture, montrer comme c'était bien avant, et pour toucher le fond de la contradiction, on l'appelle « expression d'une culture vi- [illegible]

l'origine des cercles, ces « clubs bretons » qui, à Paris notamment constituaient un carrefour dans lequel se retrouvaient une population bretonnante, gallésante. Y était reproduit le schéma de la veillée. La façade, le paraître, n'étaient pas les maîtres mots, on ne chantait pas Botrel pour célébrer ce qui reflète une culture de pacotille.

Marqué par mes lectures, mes rencontres, une distance se créa entre ces pratiques et la prise de conscience (la découverte). Je me voyais bientôt comme le triste pantin d'un musée animé, au crédit d'une fédération à laquelle j'appartenais : il y avait tout à coup vice de forme. Je me voyais chaque week-end estival parqué dans un camion à bestiaux encostumé, laqué, grimé… enBOTRELlé, avec des allures de voyage organisé, ne pas quitter le troupeau, être à l'heure à la traite, avoir le poil qui brille les jours de grand concours. Ne pas égratigner l'image du cercle, ne pas louper une sortie, sans quoi l'enchaînement ne tient plus, ne pas les laisser tomber l'année suivante. Et ne rêve pas, si on décide de t'envoyer de l'autre [illegible] Bretagne, ne compte pas [illegible] risme, c'est pas ton rôle. [illegible] le ça je ne peux pas non [illegible] pêcher d'évoquer ce fes- [illegible] ns lequel je me suis lais- [illegible] barquer comme un bleu. [illegible] z-vous bien. Le [illegible] estival des folklores de [illegible] rance » à…Marignane, [illegible] t le plus beau est que [illegible] ous étions logés à … Vitrolles ! ! ! Je peux vous jurer que je n'ai jamais dansé aussi bourré de toute ma vie. Ils voulaient du spectacle, [illegible] ls en ont eu. Il faut dire [illegible] u'un an auparavant, un [illegible] ars un peu sûr de lui, [illegible] emise ouverte, chaîne en [illegible] ui brille avait ramené sa [illegible] e : retraité de l'armée [illegible] é qui dans les Bouches [illegible]) militant FN depuis 30 [illegible] me nouvelle est qu'ils y [illegible] é l'année suivante et on [illegible] de me le proposer. Évidemment j'ai refusé, expliquant sagement que je ne danserai plus dans un festival de vieux fachos. Là on me reproche de me produire dans les pardons. Je ne crois pas avoir réussi à leur expliquer que la haine et

retourné l'année suivante et on eu le culot de me le proposer. Évidemment j'ai refusé, expliquant sagement que je ne danserai plus dans un festival de vieux fachos. Là on me reproche de me produire dans les pardons. Je ne crois pas avoir réussi à leur expliquer que la haine et l'intolérance et tout ce qui se rapproche de Jean-Marie n'étaient pas des choses que l'on célébrait comme le Bon Dieu, 'y a une distance. Même si cette croyance est une vraie plaie depuis des siècles, le pardon c'est du folklore, le facho, un ennemi à dénoncer. Mais bon, on ne fait pas de politique au cercle me dit-on. C'est vrai qu'on a souvent du mérite a y être écervelé. C'est ça préserver une culture, 'faut surtout pas trop penser à ce que ça pourrait donner si on y réfléchissait… suivons le troupeau, c'est l'esprit Kendalc'h. Et le sort de nos danses (comme de nos langues) restera l'apanage de quelques happy-fews. Et n'oublions pas la dichotomie entre ce monde et les langues autres que le français, ces petites lépreuses que l'on sort de temps à autre pour leur faire prendre l'air.

Ainsi donc la pratique de la danse bretonne en cercle celtique m'avait à la fois introduit dans un monde que je ne voulais pas même soupçonner, et percevoir la part d'absurde qu'elle préservait.

Le plaisir que j'avais à découvrir des danses et leurs subtilités techniques, leurs raisons « d'avoir été », était systématiquement gâché par la contrainte du sacrifice que l'on fait de ses sentiments, de ses convictions et de ses luttes (n'eussent elles été que naissantes) sur l'autel d'un marché lucratif : le tourisme

(« mono économie » sur laquelle nous dit-on, la Bretagne doit beaucoup –on y ajoutera volontiers les services pour les troisième et quatrième âges-).

Je porte désormais le deuil de cette activité qui m'avait tant apporté, grâce à laquelle je peux néanmoins avoir une lecture « initiée » sur le monde du folklore en Bretagne. Je peux donc concevoir que pour beaucoup elle soit une manière pertinente d'exprimer son attachement, son intérêt à ce qui reste somme toute qu'un aspect de la culture de cette région du monde. Et ces rassemblements estivaux, pour leurs animateurs, sont autant de manifestations rituelles qui donnent satisfaction à l'écho relatif qui dans leur poitrine fait raisonner leur identité. Pour ma part, j'ai décidé de fuir l'illusion.

Ar c'horoller marv

Où trouver le Huchoèr ?

Roazhon / Resnn :
- Librairie L'Encre de Bretagne, rue Saint Melaine
- Librairie Au bout de la nuit, rue Legraverend

Sant Brieg / Saent Berioec:
- Librairie Errances

Gwengamp / Guingamp :
- Maison de la Presse, place du Centre
- Galerie Kig hag Arz, 7 rue Notre Dame

Boulvriag / Bourbriac :
- Tabac Presse, place du Centre

Tonkedeg / Tonquedec :
- Café chez Jeannot, route de Lannion

Lannuon / Lannion :
- Librairie Gwalarn, rue des Chapeliers

Kemperle / Quimperlé :
- Librairie Penn-da-Benn, place Saint Michel

An Oriant / Lorient :
- Maison de la Presse, 18 rue des Fontaines

Gwened / Vannes :
- Librairie Lenn ha dilenn, rue des Chanoines

Kemper / Quimper :
- Librairie Ar Bed Keltiek

Lesneven :
- Tavarn / Ti krampouezh « Chez Tom », 18 straed Itron -Varia

Pempoull / Paimpol :
- Tavarn an tri martolod—Quai de Kernoa

Brest :
- Librairie Ar Bed Keltiek

An Naoned / Nantes :
- Infokiosk - B17 - 17, rue Bellamy 2eme cour à gauche

Paris :
- Coop Breizh, rue du Maine

Lille :
- Infoshop, 4 rue de Colmar

Nancy :
- La Casbah, rue Villebois-Mareuil

+ les tables de presses, les manifs… et directement dans ta boîte aux lettres si tu t'abonnes !

ABONNEMENT

6 euros pour 4 numéros (chèque à l'ordre de CBIL)
Le Huchoèr c/o CBIL
BP 70402
22200 Gwengamp cedex

Le nouveau visage de la France en matière de sécurité, immigration, contrôles

DES POLITIQUES SECURITAIRES …

Refusant d'effectuer des régularisations massives comme en Italie ou en Espagne, occultant ses responsabilités dans l'exploitation du tiers-monde via ses grandes entreprises (Totalfinaelf,…), la France joue la carte du néocolonialisme à l' « extérieur » et de la répression envers les travailleurs immigrés, les sans-papiers, à l' « intérieur ». Etant donné que l'Etat français, et l'Europe, plus largement, maintiennent des millions de personnes dans un état de dépendance économique, elles voient affluer ces personnes pauvres en quête de nouveaux espoirs. La réponse on la connaît : Europe forteresse de l'espace Schengen, multiplication des renvois et pour les mesures les plus récentes en France la mise en place d'un comité interministériel de contrôle de l'immigration.

Une politique néocolonialiste

Le néocolonialisme, plus fourbe que le colonialisme car non affiché, non officiel évidemment, se traduit aujourd'hui par le rapport de domination et d'exploitation des ressources et des personnes dans les pays du tiers-monde, et également par la domination politique, comme le maintien de forces armées (en Côte d'Ivoire par exemple) et culturelle via la francophonie qui servent de motifs à des réalités bien plus économiques qu'on ne voudrait le dire. La France, comme le Royaume-Uni avec le Commonwealth, garde dans son giron tout un ensemble de pays anciennement colonisés et maintient cette domination en exploitant les matières premières des pays concernés qui, une fois transformés en France, vont dégager une plus-value énorme qui restera dans les poches des grandes entreprises sans que les populations d'Afrique, d'Asie… n'en bénéficient. Plus globalement, le capitalisme et la « mondialisation » déstructurent ces pays qui ne peuvent pas maintenir un semblant d'économie locale. Alors ces populations émigrent de ces pays pour trouver de meilleures conditions de vie, mais elles se voient refuser l'accès à « notre » territoire et cela de manière récurrente et de plus en plus fréquente car il faut protéger la main d'œuvre « nationale », ou plus officieusement ceux, les électeurs, qui portent au pouvoir les instigateurs de ces lois, Villepin et Sarkozy aujourd'hui. Tout ça n'est pas nouveau bien sûr, mais le tournant actuel est que l'Etat français, cultivant son image de patrie des droits de l'homme et d'accueil pour les demandeurs d'asile, n'a plus peur aujourd'hui d'affirmer que l'immigration doit être choisie, c'est à dire que les personnes qui ont la capacité de servir les entreprises françaises de par leur diplôme ou tout simplement la loi du marché en France pourront venir s'installer, les autres resteront à la porte. Le semblant d'humanisme ou plutôt ce qu'il en reste est en train de se faire piétiner sous couvert de réalisme, de clairvoyance, de responsabilité…envers des intérêts économiques !

Une politique répressive

Dans les faits, voici les quelques mesures annoncées et les chiffres de la réalité répressive de l'Etat :

Sarkozy, lors de son retour au ministère de l'intérieur, a demandé aux préfets une augmentation des reconduites à la frontière de 50% par rapport à 2004, soit un objectif de 23 000 expulsions.
Les entrées sur le territoire seront soumises à un système de points et de quotas.
Mise en place de visas biométriques dans 200 consulats.
Organisation de vols groupés avec l'Espagne, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie pour les expulsions.
Dans le Pas-de-Calais, un tribunal est spécialisé dans les reconduites à la frontière, en application avec les lois Sarkozy de 2003 : une vraie justice d'exception !
Augmentation des capacités des centres de rétention.
Sans compter les refus de soins aux sans-papiers, l'intimidation des personnes visées par le délit de solidarité…

Dans le même temps, la même logique est à mettre en parallèle avec les nouvelles mesures en matière d'emploi, mises en place dans le plan de cohésion sociale : des contrôles supplémentaires pour les chômeurs, une baisse de salaire pour les précaires en contrat CAE, une transgression au code du travail avec le contrat nouvelles embauches. C'est une même logique de stigmatisation des pauvres, même si les deux (main d'œuvre « nationale » et travailleurs immigrés) sont traités de manière différente, c'est un trait sur des « acquis » sociaux et un glissement progressif vers une politique libérale -sécuritaire qui place les travailleurs précaires, les chômeurs dans une position non plus de victimes du marché du travail mais dans une position d'inadaptés sociaux qu'il s'agit de formater aux besoins du marché, si besoin est par la coercition (suppression des allocations ou du RMI).

D'un côté les sans-papiers deviennent de plus en plus des proies pour la police, et le concept d'immigration choisie exacerbe le sentiment de culpabilisation des clandestins, justifiant par là même davantage de contrôles. De l'autre les travailleurs précaires « français » sont sous la pression également d'une culpabilisation quotidienne et d'un flicage social dans leur statut.

Il en ressort une complémentarité des luttes et une solidarité comme réponse à cette politique qui donne satisfaction au patronat et à l'électorat d'extrême-droite.

Les nouvelles mesures en matière d'emploi

Les nouveaux contrats CAE (Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi) qui succèdent aux CES ne viennent pas révolutionner le système des contrats aidés pour les « bénéficiaires » des minimas sociaux, si ce n'est une moindre prise en charge de ces salaires par l'Etat et donc une augmentation de la masse salariale pour les employeurs et une baisse de salaire net pour les salarié-e-s. Ces nouveaux contrats font cotiser les salariés aux mêmes « charges » que des salariés en contrats « classiques », ce qui a pour conséquence une hausse des « charges » pour les structures qui embauchent des CAE, souvent des associations, chantiers d'insertion… qui n'ont pas les moyens de couvrir la différence pour le salaire net de ces personnes. D'une part le salarié cotise davantage (retraite, fonds de formation…) mais d'autre part il peut perdre, par exemple, 30 euros par mois. Sans vouloir légitimer l'ancien système, on ne peut que déplorer une aggravation de la situation de ces travailleurs : ce sont les plus petits salaires qui trinquent ! Autre exemple : au niveau des formations mises en place dans le cadre de ces contrats aidés, on peut noter une régression : avant le salarié en CES « bénéficiait » de 400 heures de formation, maintenant le salarié en CAE cotise à un fond de formation auquel il ne pourra prétendre : petit salaire, travail à temps partiel et donc proportionnellement peu de cotisation, et peu de possibilité de formation… Les cotisations à davantage d'assurance ou de fonds n'est pas un droit acquis au nom des conventions collectives mais un leurre : avec si peu de rémunération ils ne cotisent que pour des clopinettes ! Qui peut imaginer des salarié-e-s de n'importe quel secteur professionnel perdre 30 euros par mois

FLICAGE, FICHAGE…VIVE LA FRANCE !

Les lois passent et on ne s'en souvient pas, mais elles savent te rattraper là où on ne les attend pas. Suite à une garde à vue et une comparution devant le tribunal de Lorient l'année dernière pour m'être interposé lors d'une interpellation musclée (cf Huchoer n° 12), je me vois soumis aujourd'hui à un prélèvement ADN dans le cadre de la loi de sécurité intérieure mise en place par Sarkozy. Au départ le message de la gendarmerie m'a laissé pantois, pensant que ce genre de prélèvement était réservé à une catégorie de personnes restreinte, mais j'ai vite réalisé que désormais toute personne placée en garde à vue, mise en examen pour quoi que ce soit tombe sous la procédure. Quand on parle de glissement progressif vers une politique sécuritaire, on se dit qu'il n' y a qu'un pas pour que tout le monde finisse par subir ce prélèvement et être fiché. Le fichier qui réunit ces prélèvements ne comptait à sa création en 1998 qu'un millier de personnes parmi les criminels sexuels ; en 2001 il s'est étendu à toutes les personnes relevant d'affaires liées au terrorisme et braquage soit 23000 personnes. En 2003 c'est une extension qui peut concerner deux millions de personnes ! Cette politique ne peut que satisfaire les laboratoires privés qui voient dans cette mesure l'accession à un marché très intéressant. Le budget de l'État sécuritaire sait se donner des priorités. Dans un soucis d'économie, j'ai décidé de refuser le prélèvement ! Affaire à suivre…

Nikola Kebarzh

sans réagir ? Quand on voit que l'activité des grosses centrales syndicales se résume souvent à des demandes d'augmentation de salaires (pouvoir d'achat...), on pourrait s'attendre à une réelle solidarité dans un cas pareil. Mais ce sont souvent les plus démunis qui sont les moins bien défendus, les moins représentés syndicalement car ce sont les plus isolés de part leur « instabilité » professionnelle. Le système d'accompagnement de ces personnes, de suivi « individualisé » permet aussi de faire culpabiliser les personnes, de les isoler dans leurs démarches.

Plus sur le fond que sur la forme, on peut dire que le gouvernement, en appliquant les idées du Medef, manie bien l'épouvantail de l'immigration, du chômage et de la pauvreté, divisant les intérêts qui sont les nôtres. En stigmatisant ces personnes les plus démunies il veut conforter la masse des travailleurs dans la situation dans laquelle ils sont, en faisant penser qu'ils ont de la chance et en marginalisant les revendications qu'ils pourraient avoir. En laissant les personnes les plus démunies dans leur précarité, ils maintiennent l'ensemble des travailleurs dans la crainte de se retrouver dans ces situations et font encore mieux passer leurs nouvelles mesures (contrat nouvelles embauches) et les conditions qui accompagnent les aides sociales (contrat d'insertion individualisé, suivi avec un animateur local d'insertion pour les RMIstes, maintient des allocations chômages assorti d'une obligation d'accepter des offres d'emploi…). La mobilisation de masse qu'a pu connaître la classe ouvrière pour revendiquer à une certaine époque, laisse la place à un retour au libéralisme, à l'individualisation des problèmes, alors que tous les précaires, chômeurs, travailleurs d'ici ou d'ailleurs ont des intérêts communs à s'organiser pour lutter contre les politique libérales. Il faut expliquer, sous différentes formes possibles (tracts, journaux, vidéos…) quelles sont les évolutions qui vont se mettre en place dans l'avenir et démontrer que plus ça va aller, moins les travailleurs auront de contrôle sur leur rémunération, sur les assurances sociales (toutes les « charges » qui constituent le salaire mutualisé : assedic, retraite…). Alors que les travailleurs pourraient gérer par eux-mêmes les caisses d'assurances sociales, la privatisation des services publics qui se prépare risque de voir ces assurances gérées par des fonds privés ; les intérêts communs des travailleurs vont se dissoudre dans un système privé individualisé. Avec un maximum de division, d'individualisation les exploiteurs vont pouvoir nous contrôler comme bon leur semble.

A lire : le R.M.A. ou la fin programmée de l'état social, No Pasaran n° 40, mai-juin 2005.

L'courrou d'néteïe

BERTAÈYNTCHINA

(SUR L'AIR DE LA MAKHNOVTCHINA)

DE VER LEZ BÓRG E LEZ CAUNPAÈYN
DAN LE VANT E LA TRÓBLÓR
DAN TÓTZ L'Z'ENDREIT AN BERTAÈYN
SE CHÓMAENT NOZ ETÓRÓR

A LA PRIM NAN VIT UN MAUDIT BOBIATZ
QI AVAET PÓR NON CHEVEN'MENT
NAN HUCHIT LA BERTAÈYNTCHINA
OL LI FIT MANJAE SEZ DANT

BERTAÈYNTCHINA, BERTAÈYNTCHINA
TEZ BANYÈRR SONT NEICZ DAN LE VANT
OL SONT NEICZ DE NOSTR TERGATZ
OL SONT RÓJ DE NOSTR SAUN

LEZ PÓLIAU DE L'ESTAT FRAUNCZEIZ
S'AN V'NIRENT O PAEYI AN CHAUNTAUN
LÓR POUR DE LA BERTAÈYNTCHINA
LEZ FIT DESBALAE VIT'MANT

BERTAÈYNTCHINA, BERTAÈYNTCHINA
ARMAÈY NEICZ DE NOZ ETÓRÓR
QI CONBATAENT AN BERTAÈYN
CONTR L'ESTAT E LEZ CH'VAUNCZÓR

BERTAÈYNTCHINA, BERTAÈYNTCHINA
TON CONBAT EST COR VIVAUNT
TU DENASCHERAS BERTAÈYN
PÓR TERJÓR DE SEZ TIRAUNT

GEDAS DLEIZI

La **C**oordination **B**retagne **I**ndépendante et **L**ibertaire (**CBIL**) rassemble actuellement plusieurs collectifs en Bretagne : Huch ! à Rennes, Treger Disuj pour le Trégor, Ti an Dispac'h pour la Région de Pontivy, ainsi que des individuEs.
N'hésitez pas à prendre contact avec votre collectif local ou à en créer un s'il n'existe pas encore.

Coordination : cbil@no-log.org

***Collectif Treger Disuj* :** treger.disuj@no-log.org — Treger Disuj c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

***Collectif Huch!* :** huch@no-log.org — Huch c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

***Collectif Ti an dispac'h* :** ti.an.dispach@no-log.org — TAD c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

***Contact Lorient* :** huch.an.oriant@bzh.net

Contact Brest : cbil_brest@no-log.org

Contact Nantes: penngoullo@no-log.org

BREIZH DIZALC'H
HEP STAD NA MESTR !

Benoit XVI
Un espoir pour les catholiques traditionalistes ?

Le cardinal Ratzinger, plus connu maintenant sous le nom de Benoit XVI, a reçu la visite de Mgr Bernard Fellay, supérieur de la Fraternité Saint -pie X, à la demande de la dite fraternité.

La Fraternité Saint-Pie X, pour ceux et celles qui ne connaitraient pas, est née en 1970 sous la houlette de Mgr Lefebvre. elle réclame le retour de la messe en latin, selon l'ancien rite abandonné depuis le concile Vatican II, et refuse les enseignements de ce concile, notamment l'oecuménisme et le dialogue interreligieux. La Fraternité, en outre d'être un nid de fanatiques de dieu qui ne parleraient que latin sait aussi parfois utiliser la force (dans l'amour de dieu cela va de soit), afin notamment d'occuper des églises. Est-ce un hasard également si Paul Touvier avait trouvé refuge dans l'un des couvents de la secte ? De son côté, Lefebvre appelait tout simplement à voter pour Jean Marie LePen en 1985. Six ans plus tard, L'abbé Philippe Laguérie reconnaît le parti du borgne comme étant « le parti le moins éloigné du droit naturel » en raison de son positionnement sur l'avortement.

Bernard Fellay donc, dans [illegible] interview publiée [illegible] 16 juillet derni[illegible] laissait dé[illegible] entendre qu'u[illegible] éventuelle entrevu[illegible] avec le pape aura [illegible] lieu. A[illegible] programme : l[illegible] liberté de la mess[illegible] selon le rit[illegible] traditionnel de sain[illegible] Pie V "pour tous e[illegible] dans le mond[illegible] entier", et bi[illegible] la demande au pape de rétracter le décret d'excommunication relatif aux sacres. En effet, Mgr Marcel Lefebvre avait célébré l'ordination de 4 évêques (dont d'ailleurs Bernard Fellay) en 1988 sans le consentement de Rome, et selon le fameux rite traditionnel, en total désaccord avec le concile Vatican II qu'ils rejettent.

Bien sûr, ces demandes ne sont que préalables à une politique beaucoup plus profonde de lutte d'influence au sein de l'église "progressiste" enemie jurée d'une obédience traditionnaliste avec comme fer de lance la Fraternité : "On sait bien que tout ne se limite pas à la messe, mais il faut commencer par du concret" explique Bernard Fellay, "ce serait une brèche très profonde et efficace dans le système progressiste" rajoute-t-il. La tactique de Bernard Fellay est claire. Il ne propose non pas la rupture avec l'église "progressiste", mais au contraire de conserver des relations avec Rome : "(...) ce n'est pas à nous de convertir Rome. En revanche nous pouvons y collaborer, y coopérer. Et nous devons faire tout ce que nous pouvons. Et dans tout ce que nous pouvons il y a d'abord le devoir de garder des relations avec Rome. Il ne faut pas couper, c'est une erreur que de [illegible] curie et des [illegible] ques(...)"(1)

[illegible] lection du [illegible] niveau pape [illegible] e la [illegible] ternité a [illegible] a [illegible] sieurs [illegible] ises) [illegible] ble en tout [illegible] assez [illegible] d Fellay, [illegible] prudent sur le parcour de Ratzinger. Car si c'est la premiere fois que Ratzinger-pape les reçoit, ça n'est pas le cas de Ratzinger-Cardinal.

Ratzinger a suivi de très près, et ce depuis le début, la Fraternité. Il entretient de nombreux rapports avec elle et ses supérieurs, d'une manière officielle d'une part, reprenant alors le dossier du cardinal Seper, mais aussi officieuse : lors de sa première visite du séminaire de la fraternité à Wigratz il déclarait "il faut que vous gardiez l'ancienne messe pour faire contrepoids à la nouvelle messe", un premier geste du cardinal envers la secte ?

Pourtant c'est le cardinal qui va être à l'origine de la Fraternité Saint-Pierre, une fraternité traditionnaliste censée détourner quelques brebis égarées de Saint Pie X, et ce sous le giron de Rome (2) ce qui ne réjouira pas Lefebvre and co.

Il reste que malgré sont attachement au concile, l'ambiguité de Benoit XVI et sa priorité pontificale à la réconciliation entre chrétiens permet à la fraternité d'envisager plus positivement l'avenir.

De gauche à droite : Mgr Lefebvre, Benoit XVI, Bernard Fellay

(1) Conférence de Mgr Bernard Fellay, supérieur général de la Fraternité Sacerdotale Saint Pie X à Bruxelles le 13 juin 2005.

(2) Un peu à la manière d'un parti socialiste, créant SOS racisme de façon à imploser les mouvements des jeunes beurs tout en gérant la contestation de l'intérieur.

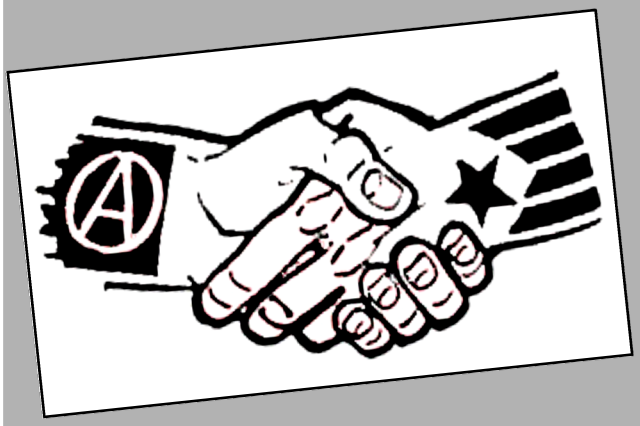
FabrIs IskIs

A noter que sous "la direction spirituelle" de la fraternité Saint Pie X aura lieu les 22, 23 et 24 octobre 2005 un pelerinage à Lourde "En réparation pour les millions de morts du génocide par avortement" (sic) et organisé par le très actif Max Barret, président du comité des fêtes de Chatillon sur Chalaronne, de l'Association Communale du Manon, de l'Association Culturelle Familiale Bresse Dombes.

Naissance d'un nouveau collectif anarcho-indépendantiste en Catalogne

Un nouveau collectif anarcho-indépendantiste vient de se créer en Catalogne. Il s'agit du mouvement Negres Tempeste, né du côté de Barcelone. Il se présente comme un mouvement libertaire anti-impérialiste liant lutte de libération nationale et anarchisme.

« Des gens venant de milieux différents, mais ayant une certaine affinité idéologique ont discuté de certaines questions. D'une part, du manque idéologique de différents collectifs, avec leurs contradictions dans leurs luttes anti-impérialistes, et d'autre part des stéréotypes, faux, qui incitent une partie des personnes organisées à penser que l'indépendantisme rime obligatoirement avec « État », et son autoritarisme, et que tous les anarchistes dédaignent leur propre culture et leur langue, dans notre cas le catalan, dans un internationalisme ambiguë. Ou pour faire court : « L'indépendantisme c'est le fascisme », ou « l'anarchisme c'est l'amour de l'Espagne » : slogans sans aucune signification, qui ne résolvent rien, et qui ne permettent qu'une chose : faire perdurer de faux clichés qui empêchent les gens de penser par eux-mêmes. C'est dans cette perspective que nous qui voyons la nécessité de détruire le système en place (l'État comme base de l'autorité, de la répression, et de l'exploitation économique), nous rendons compte de l'importance de la culture dans les relations et comme catalyseur dans le changement d'esprits essentialistes et dogmatiques qui ne voient pas plus loin que leur personne. Nous cherchons à expliquer que nous ne



croyons dans aucun dogme, État, ou frontières (qu'elles soient vraies ou imposées), ni à n'importe quoi de plus important que l'être humain. Ce groupe, non homogène, tente d'expliquer les choses comme nous pensons qu'elles devraient être, sans personne pour nous dire qui nous devons être, et nous laissons les étiquettes à ceux et celles qui veulent bien les porter(...).

Nous sommes organisés en assemblée, de sorte que les discussions et les débats nous portent au consensus. (...) Nous nous considérons anticapitalistes et anti-impérialistes, à savoir que ces deux postulats sont deux approches que nous ne pouvons abandonner ni séparer (...). Notre intention est d'être nous-même, et non pas de nous définir selon ce qu'attendent et pensent les autres. Nous savons que la liberté à tous les niveaux commence par soi-même, en tant qu'individu ou collectivement ».

negrestempeste@gmail.com

Negres Tempetes a organisé le 11 septembre dernier un « bloc noir » à Barcelone. Ce bloc entendait dénoncer l'État sous toutes ses formes qui sous couvert de dénominations trompeuses (sécurité, démocratie...) réduit d'une manière grandissante l'espace de liberté de chacunE

http://www.barrisants.org/negrestempestes

Les pas qui ne mènent nulle part...
Heklevioù eus an toulloù-bac'h

Les geôles françaises sont pleines à craquer de gens dont on étouffe les cris. Parmi eux, une voix occitane se brise contre les murs dégueulasses d'une prison à Tours, celle de Robert Arricau Cassiau.

Robert Arricau Cassiau est militant d'Anaram Au Patac (mouvement de la gauche révolutionnaire occitane) et de plusieurs associations culturelles occitanes en Béarn. Agé de 36 ans, il est ouvrier menuisier dans une entreprise de réinsertion.
Il a été arrêté le 30 novembre 2004 à Pau. La famille et les ami-es de Robert n'ont rien su malgré leurs très nombreuses démarches (plus d'une centaine d'appels téléphoniques dans toutes les directions possibles). Ils n'ont appris le motif que le 5 janvier 2005 et le lieu de la détention le 13 décembre 2004. Ils ne savaient pas non plus s'il avait un avocat jusqu'au 17 décembre 2004.
Les droits élémentaires et la dignité de Robert ont été bafoués volontairement. Cette situation a laissé s'installer le doute et les inquiétudes. Cela a laissé craindre le pire à ses proches.
La famille a retrouvé la trace de Robert à la Maison d'Arrêt de Tours (à plus de 500 kms de chez lui) au bout de 14 jours par ses propres moyens, la justice ne transmettant toujours aucune information. Une situation inchangée à ce jour. Face à ce déni de justice, un Comité de soutien pour le respect des droits de Robert Arricau s'est constitué.
Le motif d'inculpation de Robert est : soutien logistique à deux membres (supposés) d'ETA pour l'acquisition d'une location. Selon son avocat, Robert a reconnu avoir transporté deux personnes, mais sans connaître leur éventuelle appartenance à une organisation armée.
L'instruction est secrète, et donc, nous ne disposons pas d'informations plus précises pour le moment. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'est nullement reproché à Robert une quelconque détention d'armes, de documents de l'ETA ou de participation à une action armée.

Une petite lettre ou une petite carte de Bretagne ou d'ailleurs lui fera certainement plaisir... N'hésitez pas à lui envoyer un mot. La solidarité est une arme contre l'injustice.

Robert Arricau Cassiau
N° d'écrou 20 465
Maison d'arrêt de Tours
20 rue Henri Martin
BP 3413
37034 Tours cedex

En Bretagne

C'est avec plaisir que nous avons accueilli la nouvelle de la libération d'Arno Vannier, le 12 Août dernier. Kristian Georgeault, lui, attend toujours son transfert en Bretagne alors que sa condamnation a été prononcée le 26 mars 2004, soit depuis 18 mois ! Et que plus aucune excuse n'empêche la justice de procéder à son rapprochement vers sa famille. Ce refus constitue une double punition pour ses proches qui doivent parcourir des centaines de kilomètres pour avoir accès pour quelques instants pour de trop courts moments de parloir. Cet état de fait démontre une fois plus la différence de traitement réservée aux prisonniers politiques.
Kristian d'ar gêr, diouzhtu !!!

Kristian Georgeault
276024/B1/203
M.A.H.
42, rue de la Santé
75674 PARIZ Cedex 14

plein la gueule

Côté basque :
Chapartegui : 20 ans, Miren Perurena Pascual: 18 ans, JonBienzobasArreche: 18 ans, BenitoMartinezVergara: 16 ans, Francisco Segurola Mayoz: 15 ans.

Côté breton :
Denis Riou: 7 ans, Gérard Bernard: 6 ans, Charlie Grall: 6 ans, Bertrand Grimault: 2 ans.

Confusion des peines pour les cinq déjà condamnés en mars 2004 : Christian Georgeault: 6 ans, Pascal Laizé: 4 ans, Stéphane Philippe: 4 ans, Alain Solé : 4 ans, Arno Vannier: 4 ans. Acquittement d'un accusé, Richard Le Faucheux

Charlie Grall a fait appel du jugement.

Le procès de plévin :

La CBIL se déclare écœurée mais non surprise du verdict exprimé par la cour d'assise spéciale de Paris. Les 14 militants basques et bretons font les frais d'une justice aux ordres : ordre de réprimer, ficher, mentir, manipuler... les militants s'élevant contre une république qui n'a de cesse de lutter contre nos peuples nos cultures. La CBIL tient a exprimer son entière solidarité envers les militants condamnés et soutiendra toutes les actions en faveur de ces derniers.

Hallo, Kongo ?
Koltañ, pinvidigezh ha gwaleur an RDK

La grande richesse de la République Démocratique du Congo est paradoxalement ce qui lui vaut bon nombre de ses malheurs. Il attise la convoitise de ses voisins, dont le Rwanda, mais surtout des pays occidentaux, qui y puisent les matières indispensables à leur technologie, tel le coltan, un minerais radioactif bien plus rentable que l'or.

Un nebeut sifroù a-raok stagañ ganti : 1,5 miliard a dud a implij ur pellgomz hezoug er bed. Ur pellgomz seurt-se a bad tro 2 pe 3 bloaz, da lavaret eo ur c'hant milion bennak a vinvioù a zo ret distrujin bep bloaz. Ouzhpennit ar miliardoù a urzhiataerioù, mui ar c'hoarioù mod Sony pe Nintendo... Petra zo boutin etrezo ? Ar c'holtan eo. Koltan zo anv berr evit ar c'holombo-tañtal, ur c'hailh. An tañtal, pe c'hoazh ar peñtoksid eus tañtal, a-drugarez d'e galeter, ha peogwir m'eo gwevn tre e-keñver an tommder, a servij da sevel pezhioù evit ar pellgomzer-hezoug, an urzhiataer...

Evel m'ho peus komprenet, ezhommoù ar greanterezh a zo bras spontus. Produet vez an Tañtal er C'hanada, un tammig nemetken, e maen gleuz "Tanco du Manitoba". Produet vez kalz muioc'h en Aostralia hag e Brazil met n'int ket braz a-walc'h evit respont d'an ezhommoù ha ne baouezont ket kreskiñ. Ul lec'h ampletusoc'h a gaver war hon kozh douar patatez : ar Republik Demokratel Kongo. Ha lec'h ma vez splet e nij kuit ar skiant vat. Ar re baour c'hoazh a zo a
nebeut tre a dud. Reuz a z
hag a zo e touez a
binvidikañ en Afrika
drugarez d'an aour, d
diamantoù... ha d'
c'holtan. N'eo ket a
c'holtañ evit sioulaat an
traoù, dreist holl gant
prizioù ar c'hailh-mañ
deus kresket a 2000% en
vloaz, memes m'o deus
un tamm abaoe.

Pep hini a glask kaout e lod evel-just ba' maen gleuzioù Masini, ur rannvro lec'h ma veze graet war-dro ar saout gwechall. Degas a ra muioc'h a arc'hant labourat er maen gleuzioù evit ober war dro al loened., met dañjerusoc'h eo ivez labourat di : abalamour d'al labour ec'h unan, met ivez 'blam d'an en-dro politikel. 20 vloaz a vrezel, 3 milion a dud bet lazhet, 6 bro tro dro d'ar RDK a blijfe kalz dezho lakaat o c'hrabanoù war ar maen gleuzioù...

Hon "ezhommoù", ouzhpenn d'an traoù meneget dija a zo kiriek eus ur reuz ken spontus e korn-se eus ar bed. Skign oberiant emañ poultrenn ar c'hailh-se (ha nompas ar produ, ur wezh echu), ha taolet vez ar poultr en dour, ha setu neuze saotret holl sterioù ar c'horn-bro. Met n'eo ket echu : p'o deus naon ar vengleuzierien en em staliet er forest (unan eus ar re ziwezhañ seurt-se er bed), ez eont da olifañtañ, pe c'hoazh da lazhañ an okapied pe ar

varmouzed braz diwezhañ. An hanter eus an nebeut tre a chome c'hoazh a zo bet lazhet.

Kement a saotradur, kement a boan, evit ken nebeut a blijadur evidomp-ni. Soñjit ta ur pellgomz hezoug nevez evit gellout luc'hskeudenniñ gantañ, pe c'hoazh
skeudennoù dister; dister 'vel
es : 1€ evit ur benveg a-wechoù,
eo ket roet deoc'h asambles gant
houmanant a goust koulskoude
d'an holl. Ma vez peurlazhet
ar varmouzed braz e vo kollet
gant ar bed a-bezh, ma vez
rujet ar forest ivez. Ha petra
ijal a-zivout d'an dud varv pe a
vo evit ur gopr ken dister
omp-ni, tud ar c'hornog ? D'an
ar bed, ya... met ne dalv ket en
ar gwir da breizhañ anezhañ.
Doujan zo ret. Traou zo, a zo dister amañ, n'int ket en tu all d'ar bed. Poent mat eo cheñch penn d'ar vazh ha paouez beveziñ 'vel ma vefe peurbadus an danvez madoù. Un dra marc'hadmat amañ 'vez paet mod pe vod, tu pe du en un tu bennak... alies kenañ gant daeroù pe c'hwezhenn unan bennak ha n'eo ket gwenn e groc'hen peurvuiañ na pinvidik e familh pe e vro. Ni eo a zo preizherien ar bed holl. Mezh warnon tud difur ha n'ouzont ket chom a sav d'ar c'houlz.

FabrIs IskIs
FabrIs IskIs

GRAPHS A BREST

Le graff est né dans les années 70 aux États-unis.
Les graffeurs, en réaction à un environnement urbain déshumanisé, ghettoisé, ont utilisé tous les supports possibles pour d'une certaine manière s'imposer à leur façon à la société code-barres qui ne leur colle pas les bonnes étiquettes.

Pour nombre de personnes, néophytes, l'engouen pour le graffiti n'est qu'un phénomène de mod seulement, ce « phénomène de mode » dure depuis maintenant 30 ans.

Un langage international, une culture urbaine vivante

Il y a souvent confusion entre graffiti et tag. Le tag est une signature stylisée alors que le graff est une composition originale ou fresque murale organisée autour de lettres ou personnages, une peinture à part entière.
Certains diront que le graffeur imite le modèle américain. Cependant depuis le début des années 90, l'Europe est le laboratoire des nouvelles « tendances » et invente de nouvelles manières de peindre, en accord avec sa « tradition artistique ».
Pour le moment, le mouvement graffiti est encore très masculin, cependant quelques femmes commencent a être actives dans le mouvement. (Miss Van, Lady Ba, Miss Klore…)

Graffs à Brest

Le graff à Brest fait parti intégrante de la ville. Il suffit d'arriver sur Brest par le port de commerce pour s'en convaincre. Les premiers graffs ont été « posés » vers 1988.

Il y a 3 espaces tolérés sur la ville : le port de commerce, le terrain vague de Lambézellec et le parking de Kerfautras. Ainsi, les brestois peuvent prendre le temps de « poser » des fresques en pleine journée sans être inquiétés par la police… sauf quand elle est « mal lunée ». Dans ce cas, ces derniers sont libres de faire un contrôle d'identité, une fouille au corps. Ils peuvent également interpeller un graffeur s'ils estiment que celui-ci fait une action répréhensible par la loi.

Le mouvement Brestois ne vit que par la dynamique des graffeurs de Brest, sans l'aide de la mairie, de la CUB ou de la presse locale…Le mouvement est relativement autonome.

Le nombre de graffeurs actifs sur la ville est difficilement quantifiable, beaucoup de gens de la région viennent sur Brest pour colorer les murs de la ville. A noter parmi les artistes de la ville reconnus : Wca2, Mel, Baka, Faki, Pak, Pax, Roy, Sider, Agres 2, Bush, Arnem, les ARS, Ruben,
Ce qui vaut pour Brest, vaut pour le mouvement graffiti dans son ensemble : le graffeur se recrute dans toutes les couches de la société, sans distinction d'origine sociale, géographique ou ethnique... Ainsi, par exemple, les graffeurs contrairement à ce que l'on pourrait croire ne sont pas tous issus du milieu hip hop…
La motivation ... is est plus de réaliser des fres... murales plutôt que de ... agguer les rues. Le tag à ... grande échelle n'est ... pratiqué que par ... quelques-uns. La réali... sation de fresques est ... en revanche maîtrisée ... par une grosse cin... quantaine de graf... feurs.
Même si de très ... nombreux murs ... tombent au fur et à ... mesure des an... nées pour laisser ... place aux entre... rises, le graff à ... rest est particu... rement dyna... e. Ainsi, les ... murs qui tombent sont ra... pidement remplacés par des nouveaux.
Le ... espaces tolérés se renouvellent donc relativement régulièrement.
Le seul regret que pourraient avoir certains c'est l'aspect apolitique du mouvement graffiti…

Penn Du

Merci à Graffs Brestois pour les images **http://graffs.brestois.free.fr**

Keleier ar yezhoù

Panorama linguistique

Une langue disparaît en moyenne toutes les deux semaines. Si rien n'est fait, 90% des langues vont probablement disparaître au cours de ce siècle

Parution de la première bande dessinée

Amazigh

en amazigh au Maroc (7/7/2005) «Tagellit N Ayt Ufella» ou la reine des hauteurs.
Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a menacé de

Arabe

retirer l'agrément aux écoles privées qui ne se conformeraient pas à la décision d'enseigner la langue arabe.

Après trois ans d'études et de recherches, le baynunk est entré dans le cercle des langues nationales codifiées.

Baynunk

(Aujourd'hui, 80 à 90% de la population africaine ne parle pas la langue officielle du pays).

Pour la première fois en plus de 15 ans, la Cour suprême du Canada rendra jugement, jeudi, sur une contestation de

Canada

la Charte de la langue française, mieux connue sous le nom de loi 101. des parents francophones et allophones qui réclament le droit d'envoyer leurs enfants dans les écoles anglaises du Québec, ce qui est interdit par la loi. En effet, l'article 73.2 de la loi 101 rend obligatoire l'enseignement en français à tout enfant qui n'a pas reçu "la majeure partie" de son éducation en anglais au Canada.

Le gouvernement du Canada investit 36 millions de dollars pour les communautés minoritaires de langue officielle.

Les élèves allophones ou anglophones ou qui suivent un programme d'immersion maîtrisent très mal la langue française lorsqu'ils quittent l'école primaire.

L'enseignement du corse a progressé de 17% entre la rentrée de 2000 et celle de 2004, selon l'académie de Corse. Selon une enquête initiée par l'académie, plus de 31.000 de ses 47.000 élèves

Corse

apprennent actuellement le corse, contre 26.000 en 2000.

L'anglais et le français demeureront les deux seules langues disposant d'un régime privilégié lors des conférences de presse de la Commission. L'allemand, dont l'exécutif européen

Europe

avait un temps envisagé de faire une troisième "langue automatique", ne se verra finalement pas accorder ce statut.
Le Sénat a supprimé un article introduit par les députés dans le projet de loi d'orientation sur l'avenir de l'école, prévoyant qu'"un enseignement des langues et cultures régionales peut être dispensé".

France

Un système expérimental de visio-conférence en langue des signes, destiné à faciliter les démarches administratives des personnes sourdes et malentendantes, a été inauguré, lundi 11 avril, à la préfecture de Bobigny

LSF

Un service amené à se développer .

Le méroïtique est mort. Claude Rilly, chercheur (CNRS) au laboratoire

Langage, langues et cultures d'Afrique noire, veut le ressusciter. Il a été entièrement décrypté en 1911 par l'égyptologue britannique Francis

Méroïtique

Llewelyn Griffith. le méroïtique est en effet la première langue typiquement africaine à avoir été écrite.

La représentante de Indigenous Youth Caucus a recommandé que les Nations Unies déclarent l'année 2007 « année internationale des langues autochtones ». « Dans un tel cadre, nous pourrions dégager des stratégies pour revaloriser nos langues et lutter efficacement contre les politiques « linguicides » et promouvoir de manière plus crédible l'éducation primaire universelle », a-t-elle déclaré.

Nations Unies

Microsoft est en train de développer une interface permettant aux utilisateurs de PC de travailler en romanche avec les programmes très répandus que sont Windows et Office.
Une Académie des langues nationales du Sénégal a vu le jour fin avril. L'annonce de sa création avait été faite par le ministre délégué chargé des Langues nationales et de l'alphabétisation.

Romanche

Le parlement ougandais a approuvé le Swahéli comme la seconde langue officielle de ce pays d'Afrique orientale et ce après l'Anglais.

Sénégal

Dans le cursus scolaire, depuis l'école primaire jusqu'au lycée, la langue tibétaine est obligatoire pour les élèves tibétains. Ils n'apprennent le chinois qu'à partir de la 3e année d'école primaire.

La télévision publique turque a refusé

Swaheli

de diffuser les chansons d'un musicien laze, une minorité du nord-est de la Turquie. Motif: les nouvelles lois d'adaptation aux standards démocratiques européens ne

Tibet

mentionnaient pas cette langue.

Turquie

Petra nevez ? Tchi qu'y'a d'neu ?
La chronique du Courrou d'néteïe

Cette chronique répertorie faits, actions, mobilisations qui ont retenu notre attention ou notre soutien récemment ; elle n'a pas la prétention d'être exhaustive, qu'on se le dise…

-BREIZH-

11/06 : **rassemblement** d'une cinquantaine de personnes en **solidarité avec les prisonniers bretons à Guingamp.** (photo ci-dessous)

13/06 : un militant de Stourm ar Brezhoneg est condam-

né à 6000 euros d'amende à Lorient pour avoir barbouillé des panneaux.

18/06 : une vingtaine de personnes manifestent devant la prison des femmes de Rennes dans le cadre de la **journée internationale des prisonniers révolutionnaires**, notamment pour alerter sur le cas des prisonniers d'Action Directe en France, des prisonniers bretons…

29/06 : la cour d'assises spéciale de Paris rend son **verdict pour le procès de Plévin** : 9 Bretons sont condamnés, dont certains à de lourdes peines ainsi que 5 Basques à qui le tribunal a infligé des peines allant de 15 à 20 ans de prison.

12/08 : **liberté conditionnelle pour Arnaud Vannier, prisonnier breton.**

-SANS- ★ ★ ★ **PAPIERS-**

18/06 : **rassemblement pour les sans-papiers** à Rennes.

22/06 : manif en **soutien aux sans-paps et déboutés du droit d'asile** à Nantes.

19/08 : **interpellation d'une trentaine de personnes sans-papiers à Nantes**. Des personnes ont réagi en soutien devant le commissariat.

-ANTI-NUCLEAIRE-

7/08 : 250 manifestant-e-s se sont rejoint-e-s à L'Ille longue devant la base militaire nucléaire à l'occasion du 60 ème anniversaire d'Hiroshima.

-LECTURES-

ReveulZin niverenn 1, fanzine bilingue/fanzin divyezhek.

L'intérêt premier de Reveulzin est son côté totalement bilingue, à savoir une partie en français l'autre en breton. Mais le contenu n'est pas en reste, ni sa présentation en papier glacé couleur. Au sommaire on a du beau monde comme les Skunk en interview ou un article sur Fermin Muguruza pour le Pays Basque, Tri Bleiz Die pour la Bretagne et plein de chroniques. C'est un très bon début et je n'émettrais qu'un bémol, le prix assez élevé. Il faudrait trouver un juste milieu entre la qualité et le prix ! Allez, continuez comme ça ! Contact : reveulzin@free.fr

Ligne 12 b, n°19, mai 2005.
Le journal du collectif la Brèche annonce la couleur en couverture : tout le monde dehors ! Toujours plein d'infos sur la prison en plus des articles de fond. C'est réalisé sur Lille et c'est gratos. Pour tout contact : La Brèche c/o CCL, 4 rue de Colmar, 59000 Lille.

Juke-box
Sonerezh ha kement zo...

Rapaces

Mieux vaut le dire tout de suite : le rap c'est pas trop mon truc. Et je pense qu'on peut comprendre ça : odes au capitalisme et à la marchandise, obscurantisme religieux, sexisme sans gêne, voire propos fascistoïdes... les idées actuellement véhiculées par les « stars » de cette culture populaire devenue vache à lait des majors n'ont rien pour enchanter le militant anarcho-indépendantiste !

Bien sûr il y a eu Assassin, et d'autres groupes dans le genre qui ont eu le mérite de montrer la violence de la société capitaliste sans vraiment nommer les choses ; on pense aussi – non sans rire – aux citoyenno-altermondialistes de Zebda, qui ont eu l'originalité de beugler « motivés » sur un chant pour le moins rentre-dedans comme Le Chant des Partisans.

Il est alors temps de (re)découvrir Rapaces ! Ne cherchez pas chez votre disquaire habituel, ni dans les multiples concerts de soutien : ce groupe ne sévit sur le web (**http://rapaces.zone-mondiale.org**).

Mais à mieux y regarder, ce n'est pas seulement un groupe de rap. La visite de leur site révèle un véritable travail de contre information culturelle et politique. Les albums du groupe, intégralement téléchargeables, sont de véritables essais sonores situationnistes. On peut ainsi se régaler, entre deux morceaux, d'interludes donnant ainsi une ossature à l'ensemble. Un certains nombre de communiqués et d'éditos se font l'écho du combat anti-capitaliste. Le site contient donc des dossiers sur la scène rap, où sont dénoncés le groupe de rap fasciste Basic Celtos (composé de membres du FN), ou la scène traditionnelle du rap marchand.

On regrettera juste de trouver, dans les textes et les paroles, l'habituel refrain du « régionalisme » divisant le prolétariat, thèse pour le moins réductrice.
Les morceaux en eux-mêmes restent superbement construits, et le fait de ne pas être contraints par une direction artistique donne aux instrumentaux une musicalité qui manque d'habitude gravement au rap.
Un petit extrait s'impose pour conclure :

« Vous cibliez les sales ordures qui nous exploitent
Vous les cribliez de balles si dures que leurs impacts,
Marques indélébiles, balisent les plans des architectes
D'une planète sans classes ni État, par l'Action Directe. »

ADhésion (Rapaces, 2004)

Amateurs de Oï, vous connaissez forcément ce groupe... les autres ne savent pas ce qu'ils perdent ! Ce groupe marxo indépendantiste catalan (les camarades de Barricata ne se remettent toujours pas du second terme, on soupirera ici plutôt à la lecture du premier – mais personne n'est parfait) avait déjà régalé nos esgourdes avec Best before 2004 / Mai Morirem & Cap Oportunitat (Solitude Urbaine 2004), regroupant deux anciens albums du groupe. On pouvait y découvrir le sens des textes catalans qu'on peinait à deviner, grâce aux traductions en anglais et français :

« *La réponse au fascisme est la violence populaire*
La réponse au nazisme est la Révolution
Qui croit encore qu'on tendra l'autre joue ?
La meilleure justice c'est celle de ma kalashnikov »
El meu K

Les cinq catalans ont récemment sorti **Terra Cremada** au label Fire and Flames. On peut donc y découvrir les dernières prouesses musicales de ce groupe au chant rythmé (on aurait pu craindre que la voix un peu criarde du chanteur principal ne gâche tout, il n'en est rien) et dont les instrumentaux révèlent des mélodies entraînantes (si si, il suffit de bien écouter pour les déceler !) qui ne demandent qu'à être beuglées dans un bon vieux pogo déchaîné...

On est cependant en droit de ne pas partager l'habituel engouement pour le football et le Barçà – club de Barcelone si je ne m'abuse – du morceau N°12 (qui est sur la plage 9...).

Allez, un petit extrait d'un morceau en anglais, pour la route :

« *All we love our land*
all we love our roots
all we love our pride
and all we hate the nazi scum
(...)
Defend your class
defend your nation
from nazi invasion »

Nation of Oi!

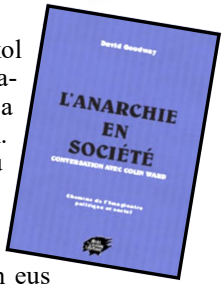
Per Ewan

Opciò K-95 (Terra Cremada)

Black Blocs, la liberté et l'égalité se manifestent, *gant Francis Dupuis-Deri. Embannadurioù Atelier de Création Libertaire*

Setu eta ul levr bet embannet da gentañ tout e Kebek e 2003. Ne vo ket kavet amañ pizh pezh a gaver en embannadur gentañ. Tennet zo bet lod, ouzhpennet zo bet reoù all.
Francis Dupuis-Deri a fell dezhañ diskouez n'eo ket ar black bloc ur strollad tud yaouank, pennoù goullo anezho, na tud diskiant ha ne glaskont nemet terriñ traoù evit ar blijadur (memes, evel ma vez lavaret gant ur black bloc bennak, e vez kemeret e kont ar blijadur distrujañ madoù ar re binvidikañ). Skrivet en deus al levr-mañ goude bezañ komzet gant paotred ha merc'hed ar bloc. Lodennigoù eus pennadoù-kaoz a gaver el levr.
En ur terriñ ar stalioù Mc Do pe GAP ha kement zo... e fell d'ar black bloc diskouez n'eo ket sakr ar madoù ha diskouez d'ar re baourañ int gouest da lakaat *o c'horf en arvar* ha neuze bezañ dorn ha dorn ganto en ur mod. Met ouzhpenn da se, e skriv Francis Dupuis-Deri int tud a c'hell dibab chom hep bezañ feulz, pe c'hoazh o deus klasket lakaat o c'horf etre ar boliserien hag manifesterien all... pa n'int ket tapet eeun gant an adkempennourien ha kaset prop ha net d'ar fliked. Komzet vez kalz eus strategiezh an adkempennourien mod ATTAC, a fell dezho bezañ gwelet mat gant ar galloud, bezañ tud a dalvoudegezh, betek heuliañ an hent bet dibabet gant ar galloud. Kaoz vez ivez kalz eus ar feulster evel just, met hini ar stadoù, ar relijion, ar fliked. N'eo ket ar black bloc an hini eo en deus lazhet tud... fliked ne lavaran ket... ha da gontañ deomp niver a dud bet lazhet pe gloazet ganto a-raok Carlo Giuliani (pezh na lâr ket ar mediaoù) e-barzh ar manifestadegoù bras a-enep d'an ABK (*OMC*), d'an FME (*FMI*), d'ar G8 ha kement zo pe a-enep d'ar c'hevala dre vras... Klask a ra an aozer lakaat an dud da gompren n'eo netra feulster ar Black bloc-*où* e keñver hini ar stad, ar c'hevala... perc'henn en ur mod eus ar feulster hervezh e lezenn dezhañ, dre e arme, e fliked ha kement zo...
Ul levr da brederiañ war an doareoù da stourm a-enep d'ar sistem... Daoust hag eñ e vije bet trec'h peoc'hourien zo (evel Ghandi pe Luther King da skouer), ma ne vije ket bet eus tud oc'h implij ar feulster d'ar memes mare ? Deut int a-benn an holl asambles hervez an aozer.
Al levr-mañ a bleg kentoc'h ouzh tu ar black bloc, 'vel m'ho peus komprenet sur a-walc'h, met lavaret zo bet kement war o c'hont, eo mat lenn pezh o deus da lâr d'an dud pa lezer un tamm ar gaoz dezho.

L'anarchie en société, conversation avec Colin Ward, *gant David Goodway. Embannadurioù Atelier de Création Libertaire.*



David Goodway, a zo kelenner istor ba Skol-veur Leeds. E levr brudetañ a zo sur a-walc'h Joy of Sex, pa vez anavezet er bed a-bezh. Goulennet zo bet digantañ. Goulennet zo bet digantañ sevel pennadoù kaoz gant stourmerien zo a labour pep hini war un dachenn resis, en o zouez Colin Ward, pezh en deus sur a-walc'h plijet kalz dezhañ pa soñj dezhañ eo unan eus liberterien pennañ a vev c'hoazh, asamblez gant Noam Chomsky ha Murray Bookchin.
Colin ward en deus skrivet ouzhpenn 30 levr. Enno vez roet diskoulmoù ar vuhez pemdez diouzh un tu anarkour. Ar pennad-kaoz-mañ a zo un digarez evitañ da zistreiñ un tamm war tout ar pezh en deus bevet, karet, levezonet anezhañ... Setu marteze unan eus an traoù dedennusañ barzh al levr-mañ : an niver a oberoù da zaveiñ dezho, tud pouezusañ evitañ... ha da venegiñ anvioù, oberennoù e-leizh, ha war bep danvez : tisavourez, sonerezh, sevel ar vugale, lal labour, skrivagnerien... a roio c'hoant deoc'h mont pelloc'h c'hoazh gant danvezioù zo ha 'benn ar fin dizoleiñ eo an diveli ur menoz a zo bet lakaet da zalvezañ dija un tammig pep lec'h hep gouzout deomp. Ul levr da brestiñ, lenn hag adlenn c'hoazh mard eo bet restaolet deoc'h.

Histoire désordonnée du MIL, *gant André Cortade. Embannadurioù l'échappée*

Piv en deus soñj c'hoazh eus ar MIL ? Ar strollad-mañ a zo bet oberiant tre etre ar bloavezhioù 67 ha 74, en un tric'horn Perpignan-Tolosa-Barselon. Buhez stourmerien ar MIL (strollad dizalc'hidigezh Iberia) oa hini tud maez al lezenn, tud kuzh, o resteurel arc'hant ar vourc'hizien d'an dud chomet a-sav gant o labour da skouer... Ur strollad a brederias kalz war al labour dre vraz hag al laboureriien. Ur strollad a oa e bal mont pelloc'h evit ar stourm enep-Franko. Biskoazh n'o deus stourmet evito o-unan... Ne felle ket dezho brudañ o anv evit loc'h bihan o strollad, evit ar brud.

André Cortade a zo e gwirionez un anv stroll diveliourien a zo bet tost tre ouzh ar MIL. Met, diwallit, kemennet oc'h bet... Un tamm dizurzh eo al levr-mañ. Poan ho po ma n'anavezit ket re istor ar strolladoù dispac'hel e Bro-Spagn. Beuzet e viot gant liammoù strollad-mañ strollad gant hennezh pe hemañ. Kavout a reot ivez traktoù, lizhiri toull-bac'h Salvador Puig Antich (sur a-walc'h ezel brudetañ ar strollad, abalamour m'eo bet lazhet gant ar stad siwazh) dielloù e leizh... a-benn adkavout blaz ar spi, ar preder ar mignonaj ivez.

La **CBIL** (Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire) et **HARZ** organisent le samedi **17 septembre 2005** les **Devezhioù Breizh Dieub** à **Tremeven**, à côté de Kemperle.

Les Devezhioù Breizh Dieub s'inscrivent dans le soutien aux luttes d'émancipations des peuples colonisés et aux luttes sociales des peuples assujettis au capitalisme et veulent rassembler ceux et celles qui en Bretagne et ailleurs résistent, luttent, combattent et se révoltent contre leurs exploiteurs. Au travers de conférences, projections, tables de presses, les Devezhioù Breizh Dieub se proposent aussi de faire découvrir les luttes sous un autre point de vue que celui des médias bien pensants.